



CROIX DE GUERRE ET VALEUR MILITAIRE

La Gendarmerie pendant la guerre d'Algérie

L'histoire de la Gendarmerie durant la guerre d'Algérie va être essentiellement celle des relations entre la Gendarmerie et les populations civiles d'Algérie, pro ou anti-indépendantistes d'une part, et l'histoire des relations entre la Gendarmerie et les forces armées de la République d'autre part.

Durant la guerre d'Algérie, on distingue trois périodes fondamentales. La première, durant laquelle l'objectif premier des forces de l'ordre de toutes catégories, est de maintenir le statu quo. Durant la deuxième (1958-1959/1960) qui coïncide avec l'arrivée au pouvoir du général De Gaulle, la Gendarmerie doit s'impliquer, malgré elle, dans une guerre totale contre le FLN. Enfin, la troisième (1959/1960 -1962) correspond au changement de discours du président de la République.

Ses intentions, de plus en plus transparentes sur l'autodétermination puis l'indépendance de l'Algérie, vont en effet engendrer une violente réaction de la part des Algériens attachés à la France. Durant cette dernière période, la Gendarmerie va surtout avoir pour tâche de « contrer » les anti-indépendantistes civils et militaires, aussi bien sur le territoire algérien qu'en métropole.

Une bonne entente

Lors de l'insurrection de la Toussaint 1954, la Gendarmerie compte 4.000 hommes, dont 1.200 dans la Gendarmerie mobile et 2.800 hommes avec 254 brigades dans la Gendarmerie départementale ainsi qu'un millier de

supplétifs. L'armée de Terre dispose de 49.000 hommes, dont 20.000 opérationnels. Au début, chacun tient son rôle : protection des populations locales et renseignement d'ambiance du côté de la maréchaussée, grandes opérations de ratissage pour la troupe. Après le début de la guerre, la montée en puissance des moyens humains et matériels de 1955 à 1957, puis les succès militaires de 1958-1959, sont des moments pendant lesquels la Gendarmerie et l'armée de Terre se retrouvent dans une collaboration de plus en plus étroite. Il faut dire que leurs missions et leurs structures, très proches, favorisent cette complémentarité. La Gendarmerie mobile, plus particulièrement, est placée sous l'autorité de l'armée de Terre, au moins jusqu'en 1959.

Premières frictions

L'armée de Terre et la Gendarmerie collaborent encore dans les actions combattantes, notamment par la création des commandos de chasse de Gendarmerie en juillet 1959, puis avec la multiplication des actions communes de « pacification ». La Gendarmerie éprouve cependant quelques difficultés à se fondre dans l'ensemble. Une vingtaine de gendarmes est

affectée aux Détachements opérationnels de sécurité, malgré les réticences du commandement de les impliquer dans des actions « controversées ». Il existe une grande indépendance de ton dans les rapports des gendarmes, qui n'hésitent pas à fustiger des « pratiques » qu'ils jugent inefficaces et contre-productives.

Le général Morin, chef de la Gendarmerie en Algérie, s'exprime de manière très libre dans ses rapports au commandement. Sur cette question du renseignement, il cherche en effet à souligner les divergences de vues entre l'armée de Terre et la Gendarmerie. Cette dernière va être confrontée à un dilemme : poursuivre loyalement le combat aux côtés des forces terrestres ou s'opposer à certaines méthodes qu'elles emploient. Dans cet environnement délétère, la Gendarmerie représente la légalité, quelles que soient les options politiques du gouvernement dont elle dépend, alors que l'armée de Terre, force combattante, est tentée de redéfinir la légalité même qui fonde son intervention. Tant que les modalités d'action demeurent en cohérence avec la légalité, les relations entre les deux entités demeurent complémentaires.

H
I
S
T
O
R
E

CROIX DE GUERRE ET VALEUR MILITAIRE



Un rôle ingrat

Les divergences entre une partie de l'armée de Terre et la Gendarmerie vont se trouver exacerbées, suite au discours sur l'autodétermination du 16 septembre 1959, puis lors de la «semaine des barricades» en janvier 1960.

Dans la tourmente du putsch des généraux d'avril 1961, puis de la lutte contre l'OAS (Organisation de l'armée

secrète), la Gendarmerie devient, de fait, l'instrument de la politique de retrait. Elle est alors considérée comme un symbole de l'abandon, décidé par le pouvoir, et cristallise la haine d'une partie de la population européenne et de la fraction « activiste » des forces armées. Elle est devenue, selon les termes mêmes du général Chérasse, « *l'arme de loyauté par excellence* ». Les malentendus et les mésententes

apparaissent alors. En 1962, la Gendarmerie est perçue comme un corps qui exerce une répression au sein des forces armées et un instrument du pouvoir politique. Avec l'indépendance et le retrait final, une indifférence hostile, tenace et durable va s'installer à son égard.

Bertrand Rouvillois,
docteur en Histoire,
membre de l'ANCGVM

Guerre d'Algérie : chronologie 1957

Janvier 1 - Le général Massu, commandant de la 10ème Division parachutiste, est chargé du maintien de l'ordre à Alger. Début de la bataille d'Alger, gagnée en juillet.

Janvier 7 - 8000 parachutistes arrivent à Alger avec une mission de police - bataille d'Alger.

Janvier 16 - Lors de l'attentat au bazooka contre le bureau du général Salan, le commandant Rodier est tué.

Janvier 26 - Bombes dans trois cafés : Otomatic, La Cafétéria, le Coq hardi

Janvier 28 - La grève générale, décidée par le FLN, est brisée par l'armée.

Février 23 - Labi Ben M'Hidi est arrêté dans son refuge de la rue Claude-Debussy.

Février 24 - Les membres du Comité de coordination et d'exécution du FLN Krim Belkacem, Ben Khedda, Abane Ramdane, Saad Dahlab décident de quitter Alger.

Avril 4 - Djamila Bouhired (22 ans), accusée d'avoir posé une bombe dans un café près de l'université d'Alger, est arrêtée.

Mai : Affaire Ben Chérif (plus connu sous le nom de Ben Saidi).

Mai 9 - Bataille de Collo.

Mai 28 - Massacre de messalistes à la Mechta Casbah, près de Melouza (douar pro-Mouvement national algérien - MNA) par le FLN (315 morts).

Juin - Les attentats reprennent ; manifestations, incidents à Alger ; combats dans le Constantinois. Congrès UGTA à Paris.

Juin 15 - Bataille de Chéria.

Juin 21 - Maurice Audin (assistant à la faculté des sciences d'Alger), arrêté 11-6, disparaît.

Juillet 19 - Bataille de Bouzegza.

Juillet 20 - Ralliement de Si Chérif avec 300 hommes.

Juillet 29 - Bataille de Ferna.

Août - Le Comité national de la révolution algérienne se réunit au Caire sous la présidence de Ferhat Abbas.

Août 4 - Bataille de Bouzegza.

Septembre - Messali Hadj, chef du MNA, lance un appel à la trêve.

Septembre 15 - Achèvement des lignes Pedron (frontière marocaine) et Morice (tunisienne).

Septembre 24 - Yacef Saadi, chef FLN de la zone d'Alger est arrêté.

Octobre 8 - Ali-la-Pointe, cerné, est tué à l'explosif.

Octobre 15 - Massu liquide la "zone autonome d'Alger" (arrestation du réseau de Yacef Saadi).

Novembre 3 - Bataille de Timimoun.

Novembre 6 - Accord de l'armée française avec le général Mohammed Bellounis du MNA.

Novembre 11 - Bataille de Aïn Tame.

Décembre - Assassinat au Maroc d'Abane Ramdane, principal organisateur du Congrès de la Soummam, par les hommes du colonel Boussouf. Violents combats dans l'Est constantinois.